

Le gouvernement et la guérilla colombiens décident de reprendre les dialogues de paix



Par Guillermo Alvarado

Le gouvernement du président Juan Manuel Santos et les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie-Armée du Peuple, FARC-AP, ont atténué les dissensions récentes et ont annoncé qu'ils reprendront le plutôt possible à La Havane, le dialogue de paix et mettre fin, d'une fois pour toutes, au conflit armé interne le plus long de l'histoire de la région.

Le différend est surgi lorsque quelques leaders de la guérilla, dont le chef de l'équipe négociatrice, Ivan Márquez, ont visité plusieurs campements guérilleros pour faire connaître des détails du processus de dialogue et se sont réunis avec la population civile dans un village du département de La Guajira.

Même si le voyage avait été autorisé par le gouvernement, celui-ci a avancé comme argument qu'Ivan Marquez et ses accompagnateurs étaient protégés par des rebelles et qu'ils n'auraient pas dû être en contact avec des civils.

Au delà des raisons avancées par le gouvernement, il faut dire que dans un pays où il y a encore des affrontements armés, où il existe des groupes paramilitaires ou des sicaires des narcotrafiquants, il est impensable que les dirigeants des FARC-AP puissent se déplacer sans aucune protection. Il faudrait être trop naïf pour le faire.

D'autre part, comment empêcher des contacts avec la population dans une zone où les habitants éprouvent une grande sympathie pour les guérilleros, comme il a pu être constaté dans quelques unes des images diffusées et qui ont provoqué l'énervement du président Santos.

Grâce à la médiation des pays garants, la Norvège et Cuba, ce dernier, pays siège des conversations, les angles ont été arrondis et les pourparlers se poursuivront, même si le gouvernement assure que le temps s'épuise puisque les parties avaient confirmé leur disposition d'aboutir à un accord final au plus tard le 23 mars.

Cet incident est venu prouver que malgré les avancées faites dans l'agenda et le consensus obtenu dans 4 des 6 points, la construction de la confiance mutuelle est encore trop fragile.

Jusqu'à présent les parties sont parvenues à des accords concernant les thèmes du développement agricole, des drogues illicites, de la participation politique des rebelles et des réparations pour les victimes, mais il reste deux questions épineuses à résoudre: le désarmement et la ratification des accords.

Concernant cette dernière question, le gouvernement insiste sur la voie d'un plébiscite, mais les FARC-AP sont d'avis qu'il faudrait installer une Assemblée Constituante.

La consultation populaire entraîne un risque: les opposants à la paix et les partis de droite pourraient tordre la volonté populaire moyennant une campagne médiatique, ce qui est déjà arrivé.

On a l'exemple du Guatemala, où le NON s'est imposé au référendum organisé pour inscrire les accords de paix dans la constitution. Ces accords sont restés lettre morte, de telle sorte qu'à l'heure actuelle, ce pays est l'un des plus violents et instables de la région.

Nous pensons, qu'une négociation comme celle-ci ne doit pas être contrainte par des délais fatidiques. Cette vision serait absurde. La paix est un bien très prisé pour la conditionner à des dates. Tout le monde sait qu'il ne faut jamais mettre la charrue avant les bœufs.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/85334-le-gouvernement-et-la-guerilla-colombiens-decident-de-reprendre-les-dialogues-de-paix>



Radio Habana Cuba